REPUBLIQUE FEDERALE ISLAMIQUE DES COMORES

Unité - Justice - Progrès

Chef de l'Etat

Moroni, le 29 décembre 1999

DECRET N°99 - 196/CE

Portant statut des Ecoles Elémentaires de l'Enseignement Public.

LE CHEF DE L'ETAT

- VU la Charte Constitutionnelle du 6 mai 1999, révisée par l'Acte Constitutionnel N°99-653/AND du 30 novembre 1999 ;
- VU la loi n° 94-035/AF du 20 décembre 1994 portant orientation sur l'Éducation ;
- VU le décret n° 99-001/ CE du 6 mai 1999 portant réorganisation de certaines structures de l'Etat ;
- VU le décret n° 93-042/PR du 9 mars 1993, portant missions et organisation du Ministère de l'Education Nationale, de la Formation professionnelle et Technique ;
- VU le décret n° 96-091/PR du 01 juin 1996 relatif aux compétences des services de l'Etat ;
- VU le décret N° 99-188/CE du 7 décembre 1999 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
- Sur proposition du Ministre de l'Education Nationale ;

DECRETE

STATUT DES ECOLES ELEMENTAIRES

ARTICLE 1^{er} : En application des articles 33 et 34 de la loi d'orientation susvisée, les écoles élémentaires, visées par le présent décret, sont des établissements publics d'enseignement, dotés de l'autonomie administrative et financière, administrés par un conseil d'école et dirigés par un directeur d'école, qui est représentant de l'Etat au sein de l'établissement et exécutif du conseil d'école. Elles dispensent un enseignement destiné à assurer l'acquisition des éléments fondamentaux de la connaissance et la sensibilisation au monde professionnel. Elles accueillent les élèves dès l'âge de six ans. Elles rendent compte de leur fonctionnement aux autorités de tutelle dans les conditions précisées à l'article 13 ci après, relatif au contrôle à posteriori.

Le présent décret définit les modalités de leur organisation administrative, pédagogique, éducative et financière.

1) Organisation administrative

A) Création, construction, sectorisation

ARTICLE 2 : Les projets de création, de construction, d'extension ou de fermeture d'école sont arrêtés par le directeur régional de l'Education, en conformité avec la carte scolaire, avec le concours de l'inspection générale, et après consultation des collectivités ou communautés concernées et du comité régional de la carte scolaire.

ARTICLE 3 : La construction, l'extension ou la réhabilitation des écoles élémentaires sont à la charge des collectivités ou des communautés, qui peuvent bénéficier de subventions exceptionnelles pour ces opérations. Les collectivités ou les communautés fournissent le terrain nécessaire à ces opérations ainsi que l'aire nécessaire aux activités sportives et éducatives et au logement de fonction.

ARTICLE 4 : Les normes pédagogiques minimales de construction et d'équipement des locaux scolaires sont déterminées par instructions ministérielles.

ARTICLE 5 : L'aire de recrutement des écoles est définie, ou modifiée, au sein de la circonscription d'inspection, en concertation avec la collectivité ou la communauté concernée et en conformité avec la carte scolaire. Elle est arrêtée par le directeur régional de l'Education.

B) Direction administrative

ARTICLE 6 : Les écoles élémentaires sont dirigées par un directeur d'école issu du concours national. Lorsque le poste de directeur n'est pas créé ou pourvu, la fonction de direction est assurée par un enseignant nommé par le directeur régional sur proposition de l'inspecteur responsable de la circonscription.

ARTICLE 7 : Le directeur ou le faisant fonction de directeur représente l'école, a autorité sur l'ensemble du personnel et exécute les délibérations du conseil d'école.

C) conseil d'école

ARTICLE 8 : Le conseil d'école est l'organe délibératif de l'école. Il est constitué de 23 membres maximums, et 13 au minimum, énumérés ci-après :

- le directeur de l'école
- cinq représentants de la commune ou de la communauté
- les maîtres de l'école à raison d'un enseignant par niveau, désigné ou élu par ses pairs
- les représentants des parents d'élèves à raison d'un par niveau, désignés ou élus par l'assemblée des parents.
- deux élèves représentant de la coopérative scolaire
- le gestionnaire matériel et financier désigné par la collectivité ou la communauté
- l'inspecteur de la circonscription ou de son représentant
- le comptable de l'établissement désigné par l'Etat.

ARTICLE 9 : Le président du conseil d'école est élu par les membres du conseil. Le représentant des élèves est électeur mais non éligible aux fonctions de président.

ARTICLE 10 : A chaque membre désigné ou élu est désigné, en même temps, un suppléant qui assiste aux réunions du conseil en l'absence du membre titulaire. La durée des fonctions de membre est de deux années scolaires. Toutefois, lorsqu'un membre ou son suppléant perd en cours d'année la qualité pour laquelle il siège au conseil d'école, il perd son mandat de membre du conseil et doit être remplacé.

ARTICLE 11 : Le conseil d'école met en place, dès sa première réunion, un bureau chargé de mettre en application les délibérations du conseil, composé du président, du directeur, d'un secrétaire général et du comptable.

ARTICLE 12 : Le conseil d'école, dans le cadre des lois et règlements nationaux,

- vote le règlement intérieur de l'école
- délibère sur toutes questions concernant le fonctionnement de l'école, les moyens, l'hygiène, la sécurité et les constructions scolaires
- met en place le conseil de discipline dont il définit librement la composition
- donne tous avis sur les actions éducatives
- adopte le projet d'établissement présenté par le directeur
- adopte le budget de l'établissement
- procède à l'acquisition des manuels et fournitures indispensables au bon fonctionnement de l'école
- approuve le rapport annuel d'activités du directeur

ARTICLE 13 : Le conseil d'école se réunit au moins une fois par trimestre. Il peut se réunir en assemblée extraordinaire à la demande de la majorité des membres ou à la demande du président. Le président convoque le conseil d'école, en prépare l'ordre du jour et organise les débats des séances. Il peut charger le directeur des tâches de préparation des réunions du conseil. A l'issue de la séance, il établit un compte-rendu des délibérations qui est affiché en un lieu accessible à tous les membres de la communauté. Un exemplaire

est remis à l'inspecteur de la circonscription qui le transmet au directeur régional. Ce dernier informe le gouverneur des points essentiels de ce rapport.

ARTICLE 14 : Les décisions adoptées en conseil sont exécutoires quinze jours après leur transmission, si elles n'ont pas fait l'objet, pendant ce délai, d'observations de la part des autorités de contrôle visées à l'article 13 ci-dessus.

D) registres administratifs

ARTICLE 15 : Le directeur de l'école tient à jour les registres suivants :

- registres matricules des élèves
- registres matricules des maîtres
- registre d'inventaire du matériel et du mobilier scolaire
- registre des fournitures et manuels scolaires acquis par l'établissement ou mis à sa disposition
- registre du conseil des maîtres
- registres du courrier arrivée et départ
- cahier d'absence du personnel
- cahier de transmission des notes de service et des circulaires

II) Organisation pédagogique

A) Organisation des cycles

ARTICLE 16 : A chaque rentrée scolaire les élèves atteignant l'âge de six ans dans l'année civile en cours doivent s'inscrire à l'école élémentaire.

ARTICLE 17 : L'école élémentaire comporte trois cycles de deux années. Les programmes nationaux définissent pour chaque cycle les connaissances essentielles qui doivent être acquises ainsi que les méthodes qui doivent être maîtrisées.

ARTICLE 18 : Les élèves qui n'ont pas atteint les objectifs de fin de cycle peuvent être autorisés à redoubler dans la limite de deux années pour l'ensemble de la période de scolarité obligatoire. Toutefois aucun élève ne peut passer plus de trois années dans chacun des cycles préparatoire et élémentaire.

ARTICLE 19 : Nul enfant ne peut être exclu de l'école avant l'âge de quatorze ans.

ARTICLE 20 : Afin de répondre aux besoins du pays et faciliter l'entrée dans la vie active une sensibilisation au monde professionnel sera effectuée à partir du cycle moyen.

ARTICLE 21 : A l'issue du cycle moyen les élèves passent les épreuves de l'examen de fin d'études élémentaires. L'admission en collège se fait par voie de concours national.

B) horaires réglementaires

ARTICLE 22 : La durée hebdomadaire des enseignements à l'école élémentaire est de 24 heures réparties sur cinq jours. Le tableau de service hebdomadaire est arrêté en conseil des maîtres sur avis de l'inspecteur.

ARTICLE 23 : L'accueil des élèves est assuré dix minutes avant le début des cours. Le service de surveillance, à l'accueil et pendant les récréations, est assuré par les maîtres selon une répartition établie en conseil des maîtres.

ARTICLE 24 : Afin de permettre les activités de concertation pédagogique et les travaux de maintenance des locaux, les écoles n'accueillent pas d'élèves le samedi.

ARTICLE 25 : L'emploi du temps des classes et des maîtres est affiché dans chaque classe et communiqué à l'inspecteur de la circonscription.

C) Conseil des maîtres

ARTICLE 26 : Le conseil des maîtres se réunit obligatoirement, sous la présidence du directeur, en début et en fin d'année scolaire et à la fin de chaque trimestre. Il peut également se réunir à chaque fois que les circonstances l'exigent ou à la demande de la majorité des enseignants. Il statue sur les résultats de l'évaluation des élèves et fait les propositions d'amélioration des services d'enseignement.

D) Etudes surveillées

ARTICLE 27 : Des études surveillées ou dirigées peuvent être organisées dans l'école sous la surveillance, respectivement, des parents ou des maîtres. Les modalités de leur mise en place sont définies en conseil d'école.

ARTICLE 28 : Les études surveillées remplissent une fonction d'accueil. Les études dirigées apportent un soutien et une aide méthodologique aux élèves.

ARTICLE 29 : L'organisation d'études surveillées ou dirigées payantes au sein des locaux scolaires est interdite.

E) Livret scolaire

ARTICLE 30 : Pour faciliter le suivi des élèves et l'information des parents un livret scolaire est constitué pour chaque élève et conservé à l'école. Il comporte les résultats des évaluations trimestrielles et les propositions du conseil des maîtres. Il est communiqué aux parents chaque trimestre. En cas de changement d'école il est transféré à l'établissement d'accueil par le directeur d'école, sous couvert de l'administration scolaire appropriée. Il doit être conservé pendant toute la durée de la scolarité.

ARTICLE 31 : A chaque élève est attribué un numéro matricule de l'Education pour toute la durée de sa scolarité.

III) Organisation scolaire et éducative

A) Inscriptions, radiations

ARTICLE 32 : Le directeur procède à l'inscription des élèves sur production d'une fiche d'état-civil. Les élèves primo-entrants ne résidant pas dans la zone de recrutement de l'école doivent produire en outre une dérogation de l'inspecteur de la circonscription d'accueil. Les élèves provenant d'une autre école doivent produire un certificat de radiation et ne sont admis qu'après transfert de leur livret scolaire.

ARTICLE 33 : Le directeur établit, pour les élèves qui quittent l'école, un certificat de radiation qu'il remet à la famille.

B) Obligation scolaire

ARTICLE 34 : Le registre d'appel de la classe est tenu à jour par le maître de la classe et signé à chaque fin de mois par le directeur. Toute absence est immédiatement signalée à la famille qui doit en faire connaître les motifs.

ARTICLE 35 : En cas de manquement grave à l'obligation scolaire le conseil de discipline peut prononcer des sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion définitive de l'élève.

C) Règlement intérieur

ARTICLE 36 : Le règlement intérieur est arrêté en conseil d'école. Il fixe les règles de sécurité au sein de l'établissement, les modalités du partenariat avec les parents, ainsi que les droits et obligations des élèves et les sanctions disciplinaires.

ARTICLE 37 : Les châtiments corporels sont interdits.

D) Associations parents-maîtres

ARTICLE 38 : Le directeur d'école contribue à la mise en place d'une association parents-maîtres au sein de son école et en facilite le fonctionnement. Il ne peut être membre du bureau de cette association.

ARTICLE 39 : Les associations parents-maîtres ont pour objectif de sensibiliser les parents sur la scolarité de leurs enfants et de solliciter leur participation à la vie et au fonctionnement de l'école.

E) hygiène et sécurité

ARTICLE 40 : Les locaux de l'école sont nettoyés quotidiennement par le personnel mis à la disposition de l'école. La cour de l'école est clôturée afin d'empêcher l'entrée des animaux errants ou toute autre intrusion.

Des dispositions doivent être prévues pour que des sanitaires soient installées dans l'enceinte de l'école pour les besoins des élèves et du personnel.

ARTICLE 41 : Lorsque la commune ou la communauté ne peuvent affecter du personnel à l'entretien de l'école et si le conseil ne peut assumer cette charge par ses moyens propres, le nettoyage pourra être effectué par les élèves, sous le contrôle de leur maître, sous forme d'activités éducatives et civiques.

F) Santé scolaire

ARTICLE 42 : Les élèves dont l'état de santé ne permet pas un accueil en milieu scolaire sont dirigés vers le médecin. La liste des affections donnant lieu à éviction scolaire ou surveillance, ainsi que la liste des vaccinations obligatoires, sont publiées par le ministère de la santé et affichées à l'école.

ARTICLE 43 : Le carnet de santé est recommandé. Il est demandé à l'occasion des visites médicales effectuées dans l'établissement.

G) Intervenants extérieurs

ARTICLE 44 : Les personnels de la communauté ou de la commune peuvent assister l'enseignant à l'occasion des sorties éducatives. Ces interventions sont autorisées par le directeur après consultation du conseil d'école.

ARTICLE 45 : Les communautés peuvent recruter sous contrat local des maîtres d'école après accord de l'inspecteur de la circonscription.

H) Coopérative scolaire

ARTICLE 46 : Le directeur contribue à la mise en place d'une coopérative scolaire qui est gérée par les élèves. Les fonds collectés au titre de la coopérative sont affectés aux dépenses éducatives et culturelles de l'école.

IV) Organisation financière

A) Principes généraux

ARTICLE 47 : L'équipement, le fonctionnement, l'entretien ainsi que les fournitures pédagogiques des écoles sont à la charge des communes ou des communautés.

ARTICLE 48 : L'Etat attribue chaque année des dotations financières aux collectivités ou communautés pour les aider à exercer cette compétence.

ARTICLE 49 : Les écoles élémentaires disposent d'un budget propre géré par le comptable désigné par l'Etat. Avant sa prise de fonctions le comptable doit prêter serment devant le Cadi ou, le cas échéant, le Naïb du Cadi du village. Ses biens immobiliers sont hypothéqués.

ARTICLE 50 : A défaut de nomination de comptable, le fonctionnement matériel de l'école incombe au trésorier de l'association parents-maîtres, dans la mesure des possibilités de cette dernière, ou à défaut à l'inspection de la circonscription.

ARTICLE 51 : Le budget de l'école comporte en recettes :

- les délégations de crédits de l'Etat ou des collectivités locales
- les contributions des familles pour frais de scolarité
- la participation éventuelle des collectivités ou communautés aux frais de scolarité
- toutes subventions ou dons destinés au fonctionnement de l'école.

ARTICLE 52 : Le budget de l'école comporte en dépenses toutes les charges relatives au fonctionnement de l'école, notamment les dépenses prioritaires suivantes :

- les dépenses de fonctionnement général de l'établissement
- l'acquisition et la maintenance des équipements et matériels divers
- l'acquisition des fournitures pour le fonctionnement général
- l'acquisition des fournitures pédagogiques et supports didactiques

ARTICLE 53 : Le budget de l'école est présenté en équilibre.

B) Elaboration et exécution du budget

ARTICLE 54 : Avant le début de l'année civile le directeur de l'école présente au conseil d'école, pour approbation, le projet de budget qu'il a élaboré en liaison avec le comptable et en conformité avec le projet d'école. Ce projet est ensuite transmis à la direction régionale par la voie hiérarchique pour examen. Il est exécutoire dans les quinze jours qui suivent sa transmission s'il n'a pas fait l'objet d'observations.

ARTICLE 55 : Lorsque le budget est exécutoire et que les recettes ont été encaissées le directeur de l'école passe les commandes nécessaires au fonctionnement de l'école au moyen d'un carnet de bons de commande au nom de l'établissement. Il transmet ensuite les factures au comptable de l'école pour paiement.

ARTICLE 56 : L'émission de chèques se fait sous la double signature du comptable et du directeur.

ARTICLE 57 : Le directeur répond de la régularité et de la sincérité de ces opérations devant le Conseil d'Etat.

ARTICLE 58 : Le comptable tient la comptabilité et la caisse de l'établissement sous sa responsabilité personnelle. Il encaisse les recettes et règle les dépenses de l'établissement en espèces, chèques ou virements. Il ne peut déléguer cette responsabilité. Il répond, sur ses biens propres, de la régularité et de la sincérité de ces opérations devant le Conseil d'Etat et devant la Juridiction des comptes.

ARTICLE 59 : Le Ministre de l'Education Nationale, le Ministre des Finances et le Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Le Colonel AZALI ASSOUMANI